

CONFERÊNCIA INTERNACIONAL SOBRE A PROBLEMÁTICA DA DEFESA E SEGURANÇA DOS PEQUENOS ESTADOS

TEMA:

LA COOPERATION EN MATIERE DE SECURITE EN AFRIQUE DE L'OUEST

CONFERENCISTA:

PROF. DR. ABDOULAYE BATHILY
PROFESSOR DA UNIVERSIDADE CHEIK ANTA DIOP DE DAKAR

Depuis trois décennies, les Gouvernements et les peuples d'Afrique en général et ceux d'Afrique de l'Ouest en particulier sont confrontés à de graves crises qui posent de manière préoccupante la problématique de la sécurité. Il est devenu évident pour tous les acteurs et observateurs que le règlement des questions de sécurité conditionne le développement dans toute la région. La tenue de la présente conférence constitue une bonne initiative à cet égard. Et je tiens particulièrement à exprimer ma gratitude au Ministère de la Défense du Cap Vert de m'avoir associé à cette importante rencontre.

Malgré les difficultés du contexte international et les tourmentes de l'environnement sous régional, la République du Cap Vert depuis son indépendance, continue de s'affirmer en modèle de pays démocratique où la paix, le pluralisme politique fécond, la stabilité malgré les changements de régimes politiques, ne sont pas de vains mots. Au Sénégal pays voisin et frère, ainsi que partout en Afrique, nous suivons avec intérêt et admiration l'expérience capverdienne qui atteste de la sagesse des dirigeants et de la maturité de l'ensemble de la classe politique de ce beau pays.

L'expérience capverdienne est d'autant plus remarquable qu'elle s'est affirmée au cours d'une période de graves périls internes et externes pour tous les pays de la région et la zone atlantique. Dans une perspective à long terme, si les périls ne sont pas conjurés, ils pourraient avoir un impact certain sur l'avenir du Cap Vert comme pour ses voisins.

Dans cette présentation, j'aborderai trois dimensions des problèmes de sécurité dans la sous région Afrique de l'Ouest :

- 1) Les causes de l'Insécurité
- 2) L'expérience ouest africaine de coopération en matière de sécurité
- 3) Les Conditions d'une sécurité durable

1. CAUSES DE L'INSECURITE EN AFRIQUE DE L'OUEST

En Afrique de l'Ouest à l'ère post Guerre froide, la problématique de la sécurité se pose de moins en moins en terme de conflit entre états, qu'entre entités à l'intérieur d'un même état. Ce sont les tensions politiques et sociales à l'intérieur des états qui ont conduit le plus souvent aux crises entre états. La dégradation de la sécurité intérieure des Etats découle de plusieurs facteurs en étroite corrélation que l'on peut globalement attribuer à ce qu'on pourrait appeler la **crise de la gouvernance**.

La crise de la gouvernance se rapporte à plusieurs phénomènes d'ordre économique,

social, politique et culturel que l'on a vu se développer au cours des trois décennies. A la fin des années 70, les Etats étaient engagés dans une crise économique et financière entraînée par la détérioration des termes de l'échange, la mauvaise gestion, le poids de la dette. Les **Programmes de stabilisation puis d'Ajustement structurel** qui étaient censés remédier à la crise, ont aggravé celle-ci avec l'extension de la pauvreté qui frappe durement les couches sociales défavorisées des villes et des campagnes. La réduction des budgets sociaux et l'affaiblissement des capacités de l'Etat induit par les P.A.S (Programmes d'Ajustement Structurel), ont provoqué l'éclatement du tissu social, et alimenté une dynamique d'instabilité intérieure pour les pays.

Dans ce contexte de marasme, certains leaders et forces politiques ont engagé des initiatives de mobilisation populaire à partir de **solidarités fondées sur le groupe ethnique, la religion ou telle ou telle partie du territoire national excluant les autres identités**. Le projet de construction nationale et de solidarité sous régionale qui était inscrit au cœur de la lutte anti-coloniale s'est trouvé ainsi détourné au profit d'un repli identitaire étroit qui s'avère mortel pour l'Etat nation. Les conflits du Libéria, de Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire pour ne citer que les plus actuels, sont le produit du cocktail explosif engendré par la crise de la gouvernance.

Dans d'autres situations, c'est le **déficit de la démocratie politique** marqué entre autres par la prolongation des régimes de dictature et les frustrations entretenues au sein de la population qui provoquent les révoltes révélatrices de l'éclatement de la cohésion nationale.

La dégradation de l'environnement constitue une autre cause de menace à la sécurité dans la sous région. **Les sécheresses persistantes** depuis les années 70 ont bouleversé le mode de vie des sociétés rurales en particulier, celles de la zone sahélienne. Il en est résulté des conflits durables entre les populations engagées dans une **compétition serrée autour des ressources naturelles** (sols arables – eaux – forêts – pâturages). Ces conflits sont à la base de tensions tant à l'intérieur des Etats, qu'entre les Etats. La création du CILSS a certes contribué à atténuer ces tensions par l'émergence d'une solidarité dans le combat contre le fléau de la désertification entre les pays membres, mais elle n'a pas fait disparaître ces tensions. La zone sahélienne demeure un espace difficilement sécurisable où la précarité des conditions écologiques nourrit le grand banditisme comme en témoigne le développement de la circulation des armes légères. La **déforestation** provoquée par l'exploitation abusive du bois par les sociétés forestières appuyées par des factions au pouvoir ainsi que l'extension des cultures commerciales (café – cacao – banane – etc.) sont à l'origine de problèmes fonciers qui contribuent à l'aggravation des crises en Côte d'Ivoire, au Libéria, en Sierra Leone et en République de Guinée.

Enfin, le développement de la pêche industrielle dans l'Océan Atlantique constitue un autre facteur de précarisation du mode de vie des pêcheurs traditionnels africains. La compétition serrée entre les pêcheurs migrants et les autochtones est à la source de tensions et conflits localisés qui menacent de manière fréquente, la coexistence pacifique entre les pays riverains.

Sur un plan plus général, **la question des frontières terrestres et maritimes** demeure un élément potentiel de frictions entre les Etats de la sous région.

Face à des défis sécuritaires aussi nombreux et complexes, les Etats de la sous région se sont organisés après avoir pris conscience que seule une approche solidaire peut donner des chances de succès. L'Afrique de l'Ouest est de toutes les sous régions du continent celle qui détient l'expérience la plus avancée en matière de coopération intergouvernementale sur les questions de sécurité. Les autres sous régions et l'Union Africaine elle-même s'inspirent des textes et institutions de la CEDEAO dans le domaine de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits.

2. LES EXPERIENCES DE COOPERATION SECURITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Deux institutions d'intégration sous régionale ont joué un rôle important dans l'expérience ouest africaine en matière de coopération sécuritaire. Il s'agit de la CEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest) et de la CEDEAO (Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

2.1 L'ANAD (Accord de Non Agression et de Défense)

Créé en juin 1977, l'ANAD fut du point de vue historique, le premier arrangement institutionnel de sécurité sous régionale. Mis en place par des pays francophones déjà liés par la CEAO (Bénin – Côte d'Ivoire – Haute Volta/Burkina Fasso – Mali – Mauritanie – Niger - Sénégal – Togo). Il représentait une tentative de réponse aux défis de l'époque de la Guerre froide en général et en particulier aux évolutions jugées préoccupantes de la géopolitique sous régionale¹.

La fin de la Guerre froide et les transformations de la situation politique dans la sous région à partir de la fin des années 80, les difficultés de fonctionnement mais aussi la montée de la CEDEAO, ont fait dépérir l'ANAD qui finira par être dissout en 2001. Si l'ANAD peut s'enorgueillir d'avoir réussi à régler le conflit frontalier entre le Mali et la Haute Volta en 1979, en revanche il s'est trouvé totalement désarmé face aux événements sénégal-mauritaniens (1989), aux rebellions touareg au Mali et au Niger, aux crises en Côte d'Ivoire et au Togo.

2.2 Les initiatives de la CEDEAO

Par le nombre, la variété et le caractère plus élaboré de ses initiatives, la CEDEAO s'est affirmée dans le temps comme le cadre le plus efficace pour l'organisation de la coopération sous régionale dans le domaine de la sécurité. Confrontée à l'expérience de gestion des guerres civiles du Libéria, de la Sierra Léone, de la Guinée Bissau et de la Côte d'Ivoire notamment, la CEDEAO a pris au fil des ans des initiatives collectives sans cesse améliorées pour faire face à la situation. Parmi ces situations, les plus importantes sont par ordre :

- le Protocole de Non Agression (22 avril 1978)
- le Protocole d'Assistance Mutuelle et de Défense (29 mai 1991)
- la Déclaration sur les principes politiques (6 juillet 1991)
- le Traité Révisé (1993, article 58)
- la Déclaration sur le Moratoire, l'importation, l'exportation et la fabrication des Armes légères (31 octobre 1998)
- le Protocole relatif au mécanisme de prévention de gestion, de résolution, du maintien de la paix et de la sécurité (10 décembre 1999)
- la déclaration sur l'approche sous régionale en matière de paix et de sécurité (28 mai 2003).

Ces différents instruments juridiques attestent de la volonté politique des Gouvernements d'organiser la sécurité collective dans la sous la région sur des principes qui transcendent les rivalités nées de l'histoire coloniale. Les dispositions de l'article 58 du Traité révisé sont pertinentes à cet égard (encadré ci-dessous).

Article 58 – Sécurité régionale

1. Les Etats membres s'engagent à œuvrer à la préservation et au renforcement des relations propices au maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans la Région.
2. A ces fins, les Etats membres s'engagent à coopérer avec la communauté en vue de créer et de renforcer les mécanismes appropriés pour assurer la prévention et à la résolution à temps des conflits inter et intra-Etats en mettant particulièrement l'accent sur la nécessité :
 - a) d'entreprendre des consultations périodiques et régulières entre les autorités administratives

Le Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité (décembre 1999) qui s'appuie sur les dispositions de l'article 58 du Traité révisé, développe dans le détail les mesures propres à assurer la sécurité collective notamment. En **préambule**, le texte affirme :

- la préoccupation des chefs d'Etat et de Gouvernement face à la multiplication des conflits
- la nécessité de développer des actions efficaces visant à alléger les souffrances des populations civiles, notamment celle des femmes et des enfants, et à restaurer le cours normal de la vie en cas de conflits, ou de catastrophes naturelles et de renforcer davantage les efforts dans le domaine humanitaire
- l'attachement des signataires à la bonne gestion des affaires publiques, le respect de l'Etat de droit et le développement durable comme conditions indispensables pour la paix et la prévention des conflits.

Puis le texte déroule son dispositif en treize chapitres comportant 58 articles :

- Création, principes et objectifs (chapitre 1)
- Institutions du Mécanisme (chapitre 2)
- Organes d'appui aux Institutions du Mécanisme (chapitre 3)
- Système d'observation de la paix et de la sécurité sous régionale (chapitre 4)
- Mise en œuvre du Mécanisme (chapitre 5)
- Gestion des conflits (chapitre 6)
- Financement du Mécanisme (chapitre 7)
- Assistance humanitaire (chapitre 8)
- Consolidation de la paix (chapitre 9)
- Sécurité sous régionale (chapitre 10)
- Relations avec l'Union Africaine, l'ONU (chapitre 11) et les autres organisations internationales (chapitre 12).

Les structures et le plan de travail du colonialisme sont en adéquation avec les principes et les objectifs déclarés et sont aussi en cohérence avec les interpellations du moment en matière de développement global de la sous-région.

L'article 2 consacre les principes ci après :

- a) le développement économique et social et la sécurité des peuples et des Etats sont intimement liés ;
- b) la promotion et le renforcement de la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, qui contribuent au renforcement des liens de bon voisinage ;
- c) la promotion et la consolidation d'un gouvernement et d'institutions démocratiques dans chaque Etat membre ;
- d) la protection des droits humains fondamentaux, des libertés et des règles du droit international humanitaire ;
- e) l'égalité des Etats souverains ;
- f) l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des Etats membres.

L'article 3 énonce les objectifs suivants :

- a) la prévention, la gestion et le règlement des conflits internes dans les conditions prévues au paragraphes 46 du cadre du Mécanisme entériné par la Décision A/DEC.11/10/98 du 31 octobre 1998, ainsi que des conflits inter-Etats ;
- b) la mise en œuvre des dispositions pertinentes de l'article 58 du Traité Révisé ;
- c) l'application des dispositions pertinentes des protocoles relatifs à la non-agression, à l'assistance mutuelle en matière de défense, à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et d'établissement ;
- d) le renforcement de la coopération dans les domaines de la prévention des conflits, de l'alerte précoce, des opérations de maintien de la paix, de la lutte contre la criminalité trans-frontière, le terrorisme international, la prolifération des armes légères, et le mines anti-personnelles ;
- e) le maintien et la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité au sein de la Communauté ;
- f) la création d'institution et la mise en œuvre de politiques appropriées pouvant permettre la coordination des mission humanitaires et de sauvetage ;
- g) la promotion d'une coopération étroite entre les Etats membres dans les domaines de la diplomatie préventive et du maintien de la paix ;
- h) la constitution et le déploiement, chaque fois que de besoin, d'une force civile et militaire pour maintenir ou rétablir la paix dans la sous région ;
- i) la création d'un cadre approprié pour la gestion rationnelle et équitable des ressources naturelles appartenant en commun à des Etats membres partageant des frontières communes, et qui pourraient constituer des causes de conflits inter-Etatiques fréquents;
- j) la protection de l'environnement et l'adoption de mesures visant à restaurer l'environnement dégradé ;
- k) la sauvegarde du patrimoine culturel des Etats membres ;
- l) la formulation et la mise en œuvre de politiques de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la circulation illégale des armes légères.

Les événements actuels du Libéria, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Bissau constituent un test pour juger de l'efficacité du Mécanisme. Beaucoup observateurs insistent sur la faiblesse des initiatives en matière de prévention qui est avant tout essentielle. La réflexion est déjà engagée à cet égard.

3. CONDITIONS D'UNE SECURITE DURABLE

La persistance des conflits malgré les efforts de sécurité collective déployés par les Etats membres de la CEDEAO atteste de la complexité de ces conflits et de la nécessité d'une approche encore plus globale en matière de prévention, de gestion et de solution. La diversité des sources de menaces à la sécurité appelle une attention toute particulière sur la prévention dans la durée.

A cet égard, la réalisation de progrès significatifs dans le mode de gouvernance apparaît comme une condition décisive. En effet, tant que ne s'affirmeront pas des alternatives aux politiques qui ont fait le lit de la pauvreté, les sociétés continueront de subir un processus de fragilisation qui rendra inopérants tous les efforts de paix et de stabilité.

L'analyse de ces différents instruments juridiques collectifs montre les progrès accomplis par la CEDEAO dans le raffinement continu de son cadre réglementaire et institutionnel dans le domaine de la sécurité collective de ses membres. Tout en demeurant une structure intergouvernementale, elle s'ouvre à la coopération internationale (ONU – UA – UE – etc.) et même aux organisations non gouvernementales. Son efficacité se trouve limitée aujourd'hui essentiellement par les lacunes en matière de logistique, de ressources financières suffisantes et prévisibles pour ses opérations d'une part, aux contraintes politiques découlant de la complexité de la situation intérieure des états membres en crise d'autre part. Sous ce rapport, la volonté politique de se conformer aux règles de la bonne gouvernance reste encore à démontrer de manière plus éloquente pour certaines équipes dirigeantes de la sous région.

La consolidation du processus démocratique par, entre autres, le respect des règles du jeu politique par tous les acteurs à travers un processus électoral libre et transparent, l'observation des principes de l'état de droit, le traitement équitable des identités à l'intérieur de la communauté nationale constituent autant de paramètres de bonne gouvernance politique en même temps que des facteurs de développement pacifique à l'intérieur des Etats et dans les relations de ces derniers entre eux. C'est dans cette perspective que s'est élaborée et se construit la vision du NEPAD qui projette de faire de l'Afrique un acteur dynamique du 21^e siècle.

4. CONCLUSION

La politique de sécurité est de nos jours une dimension fondamentale de l'évolution des Etats grands et petits.

La complexité des problèmes sécuritaires est à la mesure des défis qui assaillent les pays en cette ère de mondialisation accélérée où de profondes fractures traversent les nations et les groupes de nations.

Très tôt, les Etats de l'Afrique de l'Ouest pressés par les conflits de certains états membres ont pris conscience de la nécessité d'une approche solidaire et coopérative pour faire face à ces défis. Ils se sont dotés d'instruments juridiques d'une exemplaire pertinence.

Toutefois, au vu de l'ampleur persistante des conflits, ces instruments doivent sans cesse être perfectionnés dans le cadre d'une démarche stratégique globale qui n'abordent pas les questions sécuritaires de manière isolée mais comme partie intégrante de la problématique générale du développement dans le contexte du monde actuel avec ses contraintes et ses possibilités.

Je souhaite que les travaux de cette importante conférence contribuent à éclairer la voie pour un Cap Vert de paix dans une sous région sécurisée où les peuples consacrent leur idées et réflexions aux conditions de leur marche vers le progrès économique et social.